

PASSONS À L'ACTION !

ROUGES DE COLÈRE CONTRE LES LIBÉRAUX !

MANIFESTATION ET ACTION
AU CONGRÈS DU PLQ

Samedi 22 octobre

RASSEMBLEMENT DÈS 11 H AU CENTRE LUCIEN-BORNE

GRANDE ASSEMBLÉE PUBLIQUE

"L'éducation n'est pas une marchandise"
Avec Simon Tremblay-Pepin et Éric Martin
de l'IRIS et des représentantEs des
mouvements étudiants combattifs

18 novembre, 19h

Cégep Limoilou
Campus de Charlesbourg
Pour info : mob0312@gmail.com

MANIFESTATION NATIONALE ÉTUDIANTE

10 novembre

Montréal
(Des autobus partiront
de Québec.)

La Coalition s'oppose aux privatisations et aux tarifications dans les domaines de la santé, des services sociaux et de l'éducation. Elle regroupe 47 organisations syndicales, communautaires, étudiantes et féministes des régions de Québec et Chaudière-Appalaches et exige que la richesse soit répartie équitablement dans la perspective d'une plus grande justice sociale.

UN AUTOMNE CHAUD !

Le gouvernement voudrait bien nous faire croire qu'il gardera le cap envers et contre tous, mais les luttes passées nous montrent que c'est possible de gagner. La Coalition appelle donc à la mobilisation populaire pour la défense de NOS services publics !

1^{er} mai 2011

Manifestation régionale sur
le thème de la redistribution
de la richesse

12 mars 2011

Manifestation
nationale rassemblant
plus de 50 000
personnes à Montréal

Septembre 2010

Création de la Coalition régionale

Printemps 2011

Tournée des bureaux de
comité des députés libéraux
de la région



**COALITION DE QUÉBEC ET
CHAUDIÈRE-APPALACHES OPPOSÉE
À LA PRIVATISATION ET À LA TARIFICATION DES
SERVICES PUBLICS**

mob0312@gmail.com

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE !

COALITION DE QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES OPPOSÉE À LA PRIVATISATION ET À LA TARIFICATION DES SERVICES PUBLICS

Les raisons de notre colère

Dans la foulée de la crise économique mondiale, le gouvernement Charest a prétexté une crise des finances publiques pour accélérer le processus de tarification et de privatisation de nos services publics. **Le sort réservé à l'éducation est à ce sujet exemplaire.** Pendant que le privé prend de plus en plus de place dans nos institutions et que les administrations se prennent pour des directions d'entreprise et dilapident les fonds publics, on réduit l'accessibilité et on coupe dans les budgets sociaux.

La nouvelle hausse radicale des frais de scolarité annoncée dans le dernier budget est la goutte qui fait déborder le vase, un vase déjà trop plein d'augmentations de tarifs de tout bord tout côté. Au-delà des étudiantEs d'aujourd'hui, ce sont ceux de demain qui seront touchés. C'est aussi toute la population qui se voit imposée une vision de ce que veut dire « vivre en société », vision qu'on pourrait résumer ainsi : au plus fort la poche !

Ce qui se passe en éducation se répète dans tous les autres secteurs. Partout le privé rôde, partout on coupe et on tente de relier la facture aux citoyenNEs. Partenariats public-privé, coupures massives dans les services sociaux, taxe santé, hausse des tarifs d'Hydro, hausse de la TVQ, la liste des offenses est longue.

Comme si ce n'était pas suffisant, tout cela se fait dans un contexte où nous savons très bien que « **nos impôts se perdent en chemin** » (pour parodier le ridicule slogan gouvernemental). On nous demande de faire des sacrifices et de piger dans nos poches alors qu'un scandale de corruption n'attend pas l'autre, alors que l'on sait que les coûts de tous les contrats sont gonflés et que nous n'en avons pas pour notre argent quand l'État fait affaire avec le privé.

Aujourd'hui, les amis du Parti, les patrons et les cadres supérieurs du public comme du privé n'ont même plus de « petite gêne » à demander au peuple d'en faire toujours plus alors qu'eux-mêmes traitent l'État comme un bar ouvert pendant que nous payons la facture sans avoir accès au buffet.

Ce que nous réclamons

L'entêtement du gouvernement Charest à poursuivre dans cette voie comme si de rien n'était sent la fin de régime. **Assez, c'est assez, il est plus que temps de faire entendre notre colère !** Nous voulons des services publics gratuits, universels et de qualité, financés par un système de redistribution de la richesse où tout le monde, contribuables mais aussi entreprises, paie sa juste part. Nous voulons la dignité, la justice et l'égalité.

*"C'est toujours
les mêmes qui
doivent se serrer
la ceinture !
Ça suffit !"*



Payer plus pour les soins de santé

Le budget nous annonce une « contribution santé » pour tous les adultes, de 25 \$ en 2010, de 100 \$ en 2011 et de 200 \$ à partir de 2012.



200 \$ par adulte
ayant un revenu
supérieur à
14 400 \$

Une famille ayant un revenu de 30 000 \$ devra donc verser 400 \$ de plus par année à partir de 2012, au même titre qu'une famille ayant un revenu de 200 000 \$.

Payer plus pour l'électricité



L'augmentation projetée par le gouvernement est de 1¢ le kilowatt-heure.



500 \$ de plus
par année
en moyenne

Si on ajoute à cela les deux hausses successives de 1 % de la TVQ et l'ensemble des hausses de tarifs annoncées dans le budget Bachand, on constate que l'impact pour les plus pauvres et pour la classe moyenne sera majeur.

Payer plus pour que les riches s'enrichissent

L'ensemble des mesures adoptées par le gouvernement dans les budgets 2010 et 2011 aura pour effet d'augmenter l'écart entre les plus riches et les plus pauvres.

En 2011-2012 :

PRIORITÉ : ÉDUCATION

Parce que la hausse des frais de scolarité,
ça touche tout le monde !

Parce qu'on veut une société éduquée, pas endettée !

Parce que l'éducation est un droit, pas un privilège !

L'éducation, ça compte pour tout le monde

On présente la hausse des frais de scolarité comme une nécessité économique. On essaie de nous faire croire que l'impact sera minime, que le système de prêts et bourses permettra d'en atténuer les effets. Pourtant, la hausse des frais de scolarité aura des conséquences importantes : que vous soyez actuellement aux études, que vous pensiez y aller un jour ou que vous espériez permettre à vos enfants d'y avoir accès, la hausse vous concerne directement. Toute la population est touchée parce qu'augmenter les frais de scolarité, c'est augmenter les inégalités économiques et réduire d'autant l'égalité des chances.

L'ACCESSIBILITÉ AUX ÉTUDES EN DANGER

Dans le budget provincial de mars 2011, le gouvernement annonçait sa volonté d'augmenter les frais de scolarité universitaires de 75 % (1625 \$) sur cinq ans à compter de 2012-2013. Il est prévu que ces augmentations s'ajoutent à celles de 50 \$ par session imposées depuis 2007-2008. Si ce scénario se réalise, les frais de scolarité auront augmenté de 127 % en dix ans (2007-2017), passant de 1668 \$ à 3793 \$ par année.

En outre, il faut savoir que les frais de scolarité ne comprennent ni les frais afférents (frais administratifs, frais d'inscription, etc.) ni les frais liés à l'achat de matériel scolaire. Or, on calcule qu'unE étudiantE universitaire doit déboursier, en moyenne et par année, tout près de 700 \$ en frais afférents et un peu plus de 700 \$ en matériel scolaire. Si la volonté gouvernementale se réalise, il en coûtera donc 5200 \$ par année pour étudier à l'université en 2017. Et n'oublions pas qu'à ce prix-là, unE étudiantE n'a pas encore mangé, n'est pas encore logé et ne s'est pas encore déplacé... Bref, tout pour donner envie d'étudier !

Frais de scolarité

2007	1668 \$
2012	2168 \$
2017	3793 \$

+ 127 %

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études du Conseil supérieur de l'éducation prévoit d'ailleurs que la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement pourrait décourager jusqu'à 7000 personnes de poursuivre des études universitaires chaque année... A-t-on les moyens d'encaisser une telle perte ?

3^e impact: l'augmentation des frais de scolarité fera grimper le taux d'endettement des plus pauvres, déjà très élevé.

" Avec 35 000 \$ de dettes, la famille, c'est pas pour tout de suite ! "

60 % des étudiantEs sortent de l'université avec une dette, laquelle s'élève en moyenne à 19 000 \$. 25 % d'entre eux sortent avec une dette supérieure à 20 000\$.

Il est faux de penser que le système de prêts et bourses annule l'impact d'une hausse des frais de scolarité. En effet, les étudiantEs les plus pauvres terminent leurs études avec des dettes très élevées.

Toutes les statistiques sont disponibles sur les sites Web suivants : www.iris-recherche.qc.ca, www.feuq.qc.ca, www.bloquonslahausse.com, www.asse-solidarite.qc.ca, www.afe.gouv.qc.ca, www.cse.gouv.qc.ca, www.uquebec.ca/capres, www.hrsdc.qc.ca

1^{er} impact: la hausse aura un impact important sur le choix des jeunes de commencer ou non des études postsecondaires.

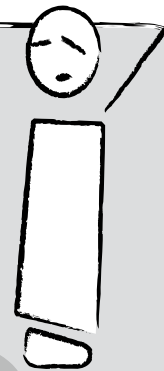
Voici ce que ça pourrait vouloir dire pour un enfant né en 2011. (Projection d'épargne du calculateur de Desjardins)

Les familles qui ont les moyens de mettre de l'argent de côté grâce à un REÉÉ épargnent de l'impôt et bénéficient de subventions gouvernementales, en plus de toucher des intérêts. De cette façon, il leur est possible de financer quatre années d'études postsecondaires de leur enfant en ne déboursant que 23 000 \$.

Pour les 40 % de la population qui n'ont pas les moyens d'épargner et qui doivent s'endetter pour étudier, ces mêmes quatre années d'études coûteront environ 90 000 \$ une fois les intérêts pris en compte.

Les enfants des familles qui gagnent plus de 100 000 \$ ont deux fois plus de chances de faire des études universitaires que ceux des familles qui gagnent moins de 50 000 \$.

" Vais-je avoir les moyens d'aller à l'université ? "



2^e impact: la hausse forcera les étudiantEs à travailler davantage durant leurs études, contribuant ainsi à faire augmenter le taux d'abandon et à allonger la durée des études.

Les étudiantEs gagnent en moyenne 11 700 \$ par année, ce qui est bien en deçà du seuil de faible revenu (22 637 \$ pour une personne vivant seule).

En 2005, déjà près de 20 % des étudiantEs universitaires faisaient des semaines de 57 heures pour concilier le travail et les études.

" J'ai travaillé toute la fin de semaine... Quand est-ce que je vais étudier ? "



Rappelons que l'argent demeure le facteur le plus important dans la décision d'entreprendre ou non des études universitaires et le principal facteur d'abandon et d'allongement du parcours scolaire.

3^e impact: l'augmentation des frais de scolarité fera grimper le taux d'endettement des plus pauvres, déjà très élevé.

" Avec 35 000 \$ de dettes, la famille, c'est pas pour tout de suite ! "

60 % des étudiantEs sortent de l'université avec une dette, laquelle s'élève en moyenne à 19 000 \$. 25 % d'entre eux sortent avec une dette supérieure à 20 000\$.

Il est faux de penser que le système de prêts et bourses annule l'impact d'une hausse des frais de scolarité. En effet, les étudiantEs les plus pauvres terminent leurs études avec des dettes très élevées.

Toutes les statistiques sont disponibles sur les sites Web suivants : www.iris-recherche.qc.ca, www.feuq.qc.ca, www.bloquonslahausse.com, www.asse-solidarite.qc.ca, www.afe.gouv.qc.ca, www.cse.gouv.qc.ca, www.uquebec.ca/capres, www.hrsdc.qc.ca

4^e impact: l'augmentation des frais de scolarité ne touche pas seulement les étudiantEs. Elle affecte aussi leurs familles, qui doivent souvent s'endetter pour permettre à leurs enfants d'aller à l'université.

Avec la nouvelle hausse des frais de scolarité, une famille qui gagne 50 000 \$ devra déboursier 30 % de son revenu annuel pour l'éducation d'un enfant.

Le gouvernement du Québec prend pour acquis que les parents contribuent financièrement aux études de leurs enfants. Or, seulement 35 % des étudiantEs qui ont des prêts du gouvernement confirment recevoir cette contribution. Les autres doivent se débrouiller seuls pour trouver les sommes d'argent manquantes.

" À 3 793 \$/année, il y en a juste un qui va aller à l'université ! "



Collusion, mauvaise gestion, gaspillage... Rien ne justifie qu'on refille la facture aux moins riches de notre société. On ne peut pas laisser le gouvernement et l'élite économique démolir NOS services sociaux, c'est une question de survie.



Depuis 2000, l'État s'est volontairement privé de plus de 6 milliards \$ par année de revenus en baissant les impôts des plus fortunés et des entreprises.

La gratuité scolaire

La gratuité scolaire est souvent considérée comme une utopie irréaliste ou encore associée à l'histoire passée du Québec. Le Québec d'aujourd'hui n'aurait plus les moyens de se permettre cette coûteuse dépense. Et si c'était faux?

La gratuité scolaire : est-ce réaliste?

Assurer la gratuité scolaire ET régler le problème de sous-financement des cégeps et des universités coûterait environ 4 \$ par semaine par contribuable au Québec, soit 211 \$ par année (selon une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques publiée en 2008). **La gratuité scolaire représenterait seulement 1 % du budget total du gouvernement (2008).**

Pourquoi alors des gens s'opposent-ils à la gratuité scolaire ? La réponse est simple : la classe la plus riche ne veut pas partager son argent. La gratuité scolaire implique une redistribution plus équitable de la richesse pour que les coûts soient assumés collectivement. On dit que l'éducation est un investissement individuel rentable pour lequel il faut travailler et dans lequel il faut investir nos économies. Mais on oublie que l'endettement pour les études ne touche qu'une partie de la population et pas les personnes nées dans des familles favorisées. C'est à cette inégalité que nous voulons nous attaquer.

Si tout le monde, par le biais d'un système d'imposition vraiment progressif, contribuait au financement du réseau de l'éducation à la hauteur de ses moyens, il en coûterait moins cher pour assurer les services et personne n'aurait à quitter les bancs d'école pour une raison financière.

La gratuité scolaire : est-ce souhaitable?

Nous ne sommes pas d'accord pour considérer l'éducation comme un investissement individuel ; **l'éducation est un droit.** D'ailleurs, le Canada a signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui affirme qu'il faut appliquer progressivement la gratuité scolaire. Personne ne doit être discriminé pour y avoir accès et personne ne doit au contraire être privilégié.

Que l'éducation soit un droit signifie plus concrètement que l'éducation est la pierre angulaire d'une société démocratique. Elle réduit les inégalités sociales, notamment parce qu'elle permet :

- de sortir des conditions socio-économiques dans lesquelles on naît (par exemple de ne pas être obligé de faire le même métier que nos parents) ;
- de mieux faire respecter l'ensemble de ses droits parce qu'elle donne à chacunNE les moyens de comprendre le monde qui l'entoure, notamment dans ses dimensions politique et juridique.

La gratuité scolaire est souhaitable parce qu'elle permet d'assurer un accès équitable pour touTEs à l'éducation. L'instauration de la gratuité scolaire serait la meilleure façon de reconnaître que l'enseignement supérieur n'est pas superflu dans notre société et qu'au contraire, il doit être valorisé.